

du Père Leduc avait été envoyé auprès d'une tribu très-éloignée, avec un indien pour guide. Les voyageurs ne purent se procurer en route aucune espèce d'aliments; ils souffrirent longtemps et cruellement, et tous deux seraient sans doute morts de faim si le guide n'avait fini, quoiqu'avec les plus amers regrets, par tuer et manger le missionnaire. Il y a maintenant dans le diocèse de St. Albert quinze missions et trois écoles dirigées par dix-huit sœurs grises de Montréal. Il y a aussi un orphelinat et une superbe cathédrale.....de bois.

— Selon les estimations du président de la *State Viticultural Society*, dit le *Courrier de San Francisco*, il existe actuellement 60,000 acres de terres plantées de vignes en Californie, et il y a tout lieu de croire qu'en vingt ans cette quantité sera doublée. Les 45 millions de pieds de vigne existant aujourd'hui ne feront que s'accroître, car il est certain que les intérêts engagés dans cette culture augmenteront constamment.

On estime à 30 millions de dollars la valeur actuelle de ces vignobles, qui ne peuvent que prospérer dans l'avenir. Et cependant, il y a à peine deux ans, les vigneronns découragés se disposaient à arracher leurs vignes pour faire place à des récoltes d'un rendement plus certain.

Les plants natifs que l'on désigne sous le nom de "Mission Grape" n'ayant jamais été reconnus d'une grande valeur, on était sur le point de les détruire, quand est venue la reprise de l'industrie vinicole, et au lieu de les arracher, on les a greffés avec de meilleures variétés de vignes qui ne tarderont pas à porter leurs fruits. Avant dix ans la statistique des vignobles de la Californie sera sans aucun doute fort curieuse à consulter.—*Le protecteur Canadien*.

— Les journaux des Etats-Unis prétendent qu'une révolution sourde se produit insensiblement dans le commerce de grains entre ce pays et l'Angleterre.

La farine tend rapidement à prendre la place du blé comme article d'exportation. Pendant les huit premiers mois de 1878, les Etats-Unis ont envoyé 2,424,000 quintaux de farine en Angleterre, et, 4,170,000 quintaux en 1879, pendant la même période.

En 1878, l'Angleterre recevait en farine des Etats-Unis les 46 0/10 de ses importations de céréales; en 1879, elle en a reçu les 66 0/10.

A quoi cela est-il dû? se demande-t-on. En grande partie à une cause bien simple et apparente.

On a substitué les sacs aux barils pour l'exportation de la farine. Avec les sacs, il n'y a pas d'espace perdu et la cargaison ne court pas autant de danger de se déranger qu'avec des barils, et de plus les sacs peuvent se rapporter vides.

Cela démontre ce que peut faire l'industrie américaine qui, en dépit du tarif élevé, trouve le moyen de développer son commerce à l'étranger comme on vient de le voir.—*Journal de Québec*.

— Nous apprenons avec le plus grand plaisir que le Ministre de la Milice, l'Hon. M. Masson, va faire traduire en français la dernière édition du livre *Regulations and Orders for the Militia of Canada*, ainsi que le *Field Exercises* et le *Queen's Regulations*. Ces livres en anglais, on le sait, étaient les seuls en usage dans les écoles militaires, fréquentées, dans la Province de Québec, presque exclusivement par des Ca-

nadiens-Français. Ceux-ci rencontraient donc nécessairement des difficultés dont les cadets de langue anglaise étaient exempts. De plus, ces livres, qui devraient être dans toutes les mains, et dans lesquelles tout habitant du pays devait chercher les connaissances qui puissent le rendre utile à son pays, en cas d'attaque, ne pouvaient guère se répandre dans la population de langue française, et y produire les fruits qu'ils sont destinés à produire.

Mais aujourd'hui, grâce à l'heureuse idée, nous pourrions dire grâce au patriotisme de notre Ministre de la Milice, l'Hon. M. Masson, nos jeunes gens pourront étudier l'art militaire dans des livres français, avec beaucoup plus d'avantages; nous en verrons sans doute un plus grand nombre se livrer à cette étude patriotique et nationale, et la population en général, nous l'espérons fermement, voyant les principales difficultés éloignées, aura à cœur d'apprendre à défendre son domaine et son pays.

Nous ne saurions assez remercier l'Hon. M. Masson, pour le vif intérêt qu'il porte à la patrie, et aux Canadiens-Français en particulier.—*Courrier de Montréal*.

— On nous prie de publier le communiqué suivant que nous empruntons à *La Patrie*; sous le titre:

Société coopérative de Colonisation de Montréal.— Déjà les applications des ouvriers sans emploi, désireux de coloniser, dépassent en nombre celles que la société peut accepter. Nous avons lieu de croire que deux mille familles sont aujourd'hui prêtes à laisser Montréal, pour se fixer sur les terres du gouvernement, tandis que la société ne peut en aider, tout au plus, que deux cents.

Et encore faut-il, d'après la loi passée par le parlement de Québec, que \$40,000 aient été d'abord versées par les souscripteurs propriétaires. Nous regrettons d'apprendre que, bien que des souscriptions importantes aient été reçues par la Société, le montant souscrit est loin d'être suffisant pour obtenir l'octroi de \$20,000 du gouvernement.

En ce moment de ruine générale, les citoyens les plus désireux de contribuer au succès de la société se voient arrêtés, par l'impossibilité où ils se trouvent de faire face à leurs engagements.

Les ouvriers de Québec et de Montréal qui espéraient toucher ces \$40,000, votées dernièrement pour leur venir en aide, doivent donc en prendre leur parti, et ne plus compter que sur eux-mêmes. Il serait cruel de les laisser plus longtemps sous l'illusion que ces \$40,000 leurs sont destinées, du moment que les conditions imposées par le parlement les rendent tout à fait inaccessibles.

Les ouvriers sans emploi sont donc aujourd'hui dans cette alternative: 1o. ou d'aller aux Etats-Unis chercher de l'ouvrage pour nourrir leur famille; 2o. ou de passer l'hiver à Montréal à charge aux sociétés de bienfaisance, à une époque où la ruine générale laisse bien peu de ressources à la charité publique.

Voilà une situation très grave, à laquelle il serait grandement temps de remédier. Nous ne voyons qu'une solution pratique à la difficulté. D'abord nous ne pouvons croire que cette appropriation de \$40,000 par le parlement de Québec, pour venir au secours des ouvriers, soit, simplement en leurs, un trompe l'œil. Nous ne pouvons croire non plus que les condi-